

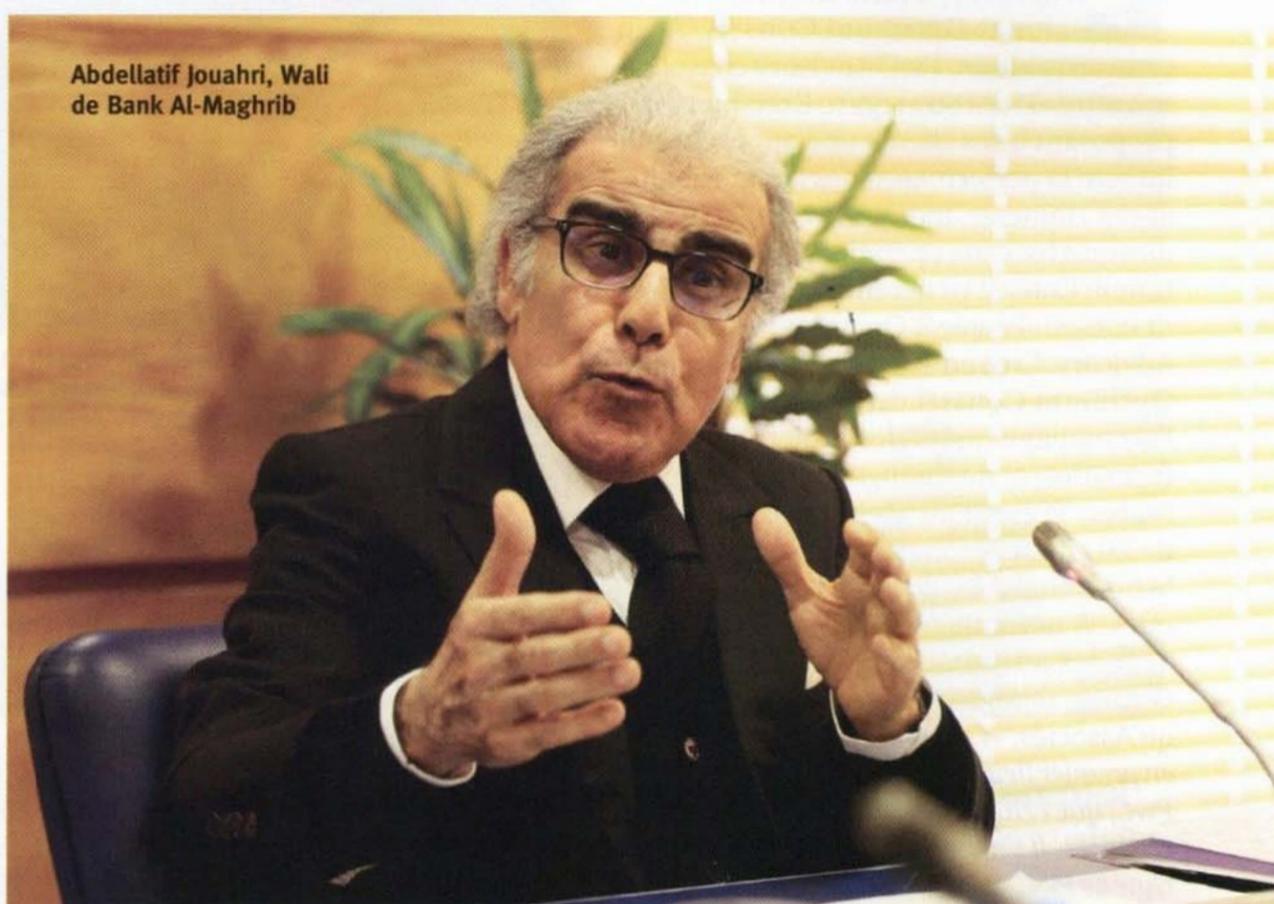
Politique monétaire Les banques centrales se sont presque alignées pour ne plus jouer sur le taux de refinancement de leurs banques. Entre le taux zéro et celui s'inscrivant dans des marges ne dépassant pas les 3%, l'ensemble des autorités monétaires à travers le monde semblent converger pour le maintien d'un accès aux financements à de faibles coûts. PAR **DRISS AL ANDALOUSSI**

Le Wali de BAM et son rendez-vous trimestriel

Et pourtant, les taux de croissance sont toujours modestes et les seules exceptions (Chine et Inde) n'arrivent pas à maintenir leurs récentes performances (entre 6% et 7%) et les taux d'inflation traduisent une stabilité inquiétante au regard des attentes des investisseurs. Les grands compartiments des prix enregistrent des baisses et les prévisions de croissance restent modestes pour la quasi-totalité des économies.

2019 et la croissance impactée par le climat !

Au Maroc, les résultats de 2018 et les perspectives pour les deux prochaines années ne sont pas prometteurs. L'année 2019 s'inscrit dans un contexte dominé par une perspective négative en matière de production céréalière. La récolte estimée ne dépasserait pas les 60 millions de quintaux, soit un recul de 3,8% de la valeur ajoutée agricole. BAM ne prévoit qu'une croissance devant atteindre 2,7% en 2019. Bien qu'ayant constaté un léger recul du taux de chômage, le rapport de BAM ne se prononce pas sur la situation du marché de l'emploi pour les prochaines années. Les comptes extérieurs restent inquiétants tant au niveau de la balance commerciale, qu'au niveau de la balance des paiements. Nos exportations ont certes augmenté en atteignant 274,713 milliards de dh, mais nos importations ont enregistré un montant de 480,321 milliards de dh soit un déficit commercial de 205,6 milliards de dh. La facture énergétique ayant atteint 82 milliards de dh et les biens d'équipement (119 milliards de dh) ont presque affaibli les performances réalisées par les secteurs



Abdellatif Jouahri, Wali de Bank Al-Maghrib

de l'automobile et des phosphates.

Les déficits extérieurs : est-ce une fatalité ?

La balance des paiements reflète le déficit de la balance commerciale tout en mettant en relief les comptes qui permettent de combler partiellement le déficit du compte courant et les mouvements du compte capital pour solder le déficit global. Les recettes du voyage ont atteint 73,2 milliards de dh, alors que les transferts des MRE ont reculé de 1,7% pour s'établir en 2018 à 64,8 milliards de dh. Les éléments devant alléger le déficit du compte courant de la balance des paiements ne sont pas maîtrisables. Il s'agit, en premier lieu, des engagements pris par les pays du Conseil de Coopération

du Golfe. Les contributions annoncées sont, au regard de la conjoncture politique, hypothétiques et leur impact n'est pas aussi déterminant que les recettes du compte voyage et de celui des transferts des MRE.

La lecture faite par le Conseil d'administration de BAM au sujet du déficit budgétaire reste tributaire de facteurs liés à l'évolution de la dépense publique. Le niveau des recettes fiscales est positivement apprécié (+4,2%), mais le niveau des dépenses reste soumis aux pressions des volumes des biens et services (+5,5%) et des dépenses de la compensation (17,7 milliards de dh). Les perspectives pour 2019 doivent être lues à travers l'évolution des revendications sociales qui mettent en concurrence la paix sociale et l'équilibre

macroéconomique. La responsabilité politique est un poids que seuls les acteurs investis sur le terrain ressentent dans un quotidien que les patrons de la finance évaluent froidement.

Les grands messages du Wali de BAM

Abdellatif Jouahri se prête volontairement à l'exercice semestriel de l'échange avec la presse. Sa sortie est souvent attendue et très prisée par les journalistes. Les jeunes journalistes comme les séniors retrouvent une dynamique renouvelée dans la prestation du Wali de BAM. Certaines questions le poussent à développer sereinement ses analyses macroéconomiques et sectorielles, et d'autres provoquent chez lui un besoin de réagir méthodiquement pour réexpliquer certaines données qui auraient échappé à ses interlocuteurs. Le moment est souvent fort, mais ce responsable ayant presque atteint ses quatre-vingts années, est heureusement en pleine forme pour donner des leçons de vigilance aux plus jeunes.

Les comptes extérieurs

Lors de l'analyse des comptes extérieurs et suite à une question sur le transfert des dividendes liés aux investissements extérieurs, le Wali a expliqué que la lecture des performances enregistrées au niveau de certains postes des exportations doit être la base d'évaluation de l'apport de toutes les politiques sectorielles. Il faut évaluer la valeur des intrants à la lumière des chiffres à l'export pour déterminer la signification réelle de ces chiffres.

La flexibilité et après !

La flexibilité n'a pas tué le pouvoir d'achat. Le niveau d'inflation enregistré depuis la prise de décision concernant la valeur du dh dans le cadre du nouveau système, n'a pas eu une influence sur le renchérissement des biens. Le passage à une étape supérieure en matière de flexibilité dépend de l'analyse des prérequis macroéconomiques par les pouvoirs publics et l'autorité de régulation. Le FMI considère qu'il est possible de passer à un deuxième palier,

mais la décision revient en dernier ressort aux autorités marocaines et ce, à la lumière d'une évaluation en interne de l'ensemble des paramètres et des prérequis. En relation avec l'autonomie de la décision souveraine en matière des finances publiques, M. Jouahri a fait allusion au rôle de la maîtrise des équilibres macroéconomiques dans les relations avec le FMI.

Défendre le consommateur dans le domaine financier

Les associations de consommateurs doivent bouger dans le secteur bancaire pour créer un dispositif de suivi des réclamations des clients des banques. Le Wali de BAM croit en la nécessité du rôle que doit jouer un médiateur dans la résolution des problèmes, avant que le régulateur ne soit amené à prendre les décisions qui s'imposent. Les paroles du Wali vont dans le sens d'une organisation des réclamations des citoyens bancarisés. Au-delà de l'objet d'une réclamation, l'essentiel est de créer le sentiment de confiance entre les banques et leurs clients. Les réclamations, les mainlevées, les commissions sont des sujets qui doivent être soulevés lors de la réunion semestrielle avec les banques.

Toutes les demandes de devises sont satisfaites

Les demandes de devises par les opérateurs sont largement satisfaites par le système bancaire. Il n'y a aucune demande qui n'a pas été satisfaite par les banques auprès de BAM après le passage à la flexibilité. Le marché interbancaire est actuellement dans une situation d'équilibre et BAM est en mesure de répondre à toutes les demandes en matière de devises par les opérateurs.

Les agences de notation : une réponse point par point

Les créances en souffrance sont actuellement au niveau de 7,3%. Ce niveau a, semble-t-il, été à la base de la note attribuée par l'agence Fitch Rating Maroc. Cette sortie a donné lieu à une réponse de la part de BAM. Cette agence de notation est en contradiction

avec l'ensemble des agences qui suivent et analysent les données de l'économie nationale. La dynamique de l'offre de crédits est appréciée par BAM à travers un système d'encouragement des banques qui accordent le plus de crédits aux projets et notamment, aux PME et aux TPME, à travers une meilleure rémunération de la réserve monétaire et autres soutiens à la TPME et aux moyens utilisés pour renforcer l'inclusion financière. La Banque centrale ne peut pas tout faire, elle privilégie le dialogue, un dialogue à trois, associant les opérateurs, les banques, la CGEM et BAM. L'essentiel comme il a été dit par SM le Roi est de travailler sur un nouveau modèle de développement.

Croissance et facteur climatique

Il faut néanmoins avouer que l'élément climatique reste déterminant, dans la mesure où nous restons tributaires des conditions climatiques qui déterminent le niveau de la croissance. Avant la crise, on a travaillé pour rendre les secteurs non agricoles moins volatiles. Il faut développer ces secteurs pour consolider leur rôle. Il faut aussi examiner et évaluer les feuilles de route sectorielles et leurs objectifs en matière de croissance et d'emplois.

Les classements en blanc, gris et noir : la politique et ses choix

L'évaluation par certains pays ou certaines communautés comme l'UE en vue de classer les pays dans des listes blanches, grises ou noires est d'abord une équation politique qui ne pourrait être résolue en dehors d'une compréhension profonde de la nature des relations internationales. La règle de droit en matière internationale est un pur produit des rapports de force. L'UE et les pays qui la composent sont les premières victimes de la GAFA et de décisions américaines en matière de transactions financières. La politique maîtrise les moyens de la guerre sur la scène financière et seuls les plus forts ont le pouvoir de délimiter au niveau international, les champs de la règle de droit qui les arrange. ■